

3000
NIE

5^{ème} CHAMBRE

REPUBLIQUE DE CÔTE
D'IVOIRE

AUDIENCE PUBLIQUE DU LUNDI 18 FEVRIER 2019

**COUR D'APPEL DE
COMMERCE D'ABIDJAN**

**TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ABIDJAN**

RG numéro 4068/2018

**Jugement Contradictoire
du Lundi 18 Février 2019**

Affaire :

LA SOCIETE BLE TRANSIT

Maitre Jules Avlessi

Contre

**LA SOCIETE ACIMITRA
TRADING SERVICES-CI
ATS-CI**

Décision :

Statuant publiquement,
contradictoirement, en premier et dernier
ressort ;

Reçoit la société BLE TRANSIT en son
action ;

L'y dit partiellement fondée ;

Condamne la société ACIMITRA
TRADING SERVICES-CI dite ATS-CI à
payer la somme de 6.484.058 F/CFA à
la société BLE TRANSIT au titre des
frais exposés ;

Déboute la société BLE TRANSIT de sa
demande en paiement de dommages-
intérêts ;

Condamne la société ACIMITRA

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son
audience publique ordinaire du Lundi Dix-huit février de
l'an Deux Mille dix-neuf, tenue au siège dudit Tribunal, à
laquelle siégeaient :

Monsieur BOUAFFON OLIVIER, Vice-Président
du Tribunal, Président ;

**Messieurs DOUA MARCEL, SAKO KARAMOKO
FODE, ALLAH-KOUADIO JEAN CLAUDE et
N'GUESSAN K. EUGENE**, Assesseurs ;

Avec l'assistance de **Maître KOUASSI KOUAME
France WILFRIED**, Greffier ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la
cause entre :

LA SOCIETE BLE TRANSIT, SARL, inscrit au Registre
de Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro N°
CI-ABJ-2013-B-2016, au capital de 25 000 000 FCFA
dont le siège est à Abidjan-Treichville Bvd VGE, Av
21prise en la personne de son représentant légal,
Monsieur KONAN LOUKOU EDOUARD, Gérant, de
Nationalité Ivoirienne, 01 BP 8072 ABIDJAN 01.

Demanderesse, comparaissant et concluant par le canal
de son conseil, Maitre Jules Avlessi, Avocats à la Cour ;

D'une part ;

Et

**LA SOCIETE ACIMITRA TRADING SERVICES-CI ATS-
CI**, SARL, inscrit au Registre de Commerce et du Crédit
Mobilier sous le numéro N° CI-ABJ-2015-B-21786, dont
le siège est à Abidjan-Yopougon Selmer prise en la
personne de son représentant légal, Monsieur KOFFI
AHEBEE, Gérant, de Nationalité Ivoirienne, 23 BP 967
ABIDJAN 23, tél : 46 95 95 98/08 10 01 59 domicilié en
ses bureaux ;

Défenderesse, n'a ni comparu ni conclu



Enrôlée le 29 Novembre 2018 pour l'audience du 03 décembre 2018, l'affaire a été appelée ;

A cette date, le tribunal a constaté la non-conciliation des parties, une instruction a été ordonnée, confié au juge DOUA MARCEL, l'instruction a fait l'objet d'une ordonnance de clôture n° 20/19 Du 02 janvier 2019 et la cause a été renvoyée à l'audience publique du 07 /01/2019 ;

A cette date, le tribunal a mis la cause en délibéré pour le 04/02/2019 puis prorogé au 18/02/2019 ;

Advenue ladite audience, le Tribunal a vidé le délibéré en rendant le Jugement dont la teneur suit :

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Oui les parties en leurs moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

FAITS, PROCEDURE, MOYENS ET PRETENTIONS DES PARTIES

Par exploit d'huissier en date du 19 novembre 2018, la société BLE TRANSIT représentée par Maître JULES AVLESSI, Avocat à la cour, a servi assignation à la société ACIMITRA TRADING SERVICES-CI dite ATS-CI d'avoir à comparaître devant le Tribunal de Commerce d'Abidjan pour, est-il dit dans l'exploit :

- Déclarer recevable la demanderesse en son action ;
- L'y dire bien fondée ;
- Constater que la société ATS-CI n'a pas contesté la créance de 6.508.130 F/CFA ;
- Constater que la société ATS-CI reconnaît dans sa lettre en date du 31 octobre 2018, devoir la somme de 6.508.130 F/CFA ;
- Dire que la créance est certaine ;
- Condamner la société ATS-CI à payer à la société

- BLE TRANSIT la somme de 6.508.130 F/CFA ;
- Condamner la ATS-CI à payer à la société BLE TRANSIT la somme de 5.000.000 de F/CFA à titre de dommages-intérêts ;
 - Condamner la société ATS-CI aux dépens ;

Au soutien de son action, la société BLE TRANSIT expose qu'elle a effectué pour le compte de la société ATS-CI, diverses prestations notamment le financement de l'importation d'un conteneur rempli de Tilapias congelés ;

Elle indique qu'elle a dressé une facture de 8.208.130 F/CFA représentant les frais de douanes, taxes fiscales et autres frais qu'elle a exposés, desquels elle a déduit la somme de 1.700.000 F/CFA représentant les cautions que la société ATS-CI a acquittées, de sorte que celle-ci reste lui devoir la somme de 6.508.130 F/CFA ;

Elle fait valoir qu'elle a transmis la facture n°0000032 en date du 19 octobre 2017 à la société ATS-CI pour règlement ;

Que cependant, bien que celle-ci ait déchargé cette facture, la société ATS-CI n'a pas daigné la régler ;

Elle fait observer qu'en dépit de la sommation de payer en date du 19 juillet 2018, la société ATS-CI ne s'est pas acquittée de sa dette ;

Elle fait connaître que la lettre en date du 17 septembre 2018 qu'elle a rédigée aux fins de tentative de règlement amiable préalable est demeurée sans effet ;

Que par courrier en date du 20 septembre 2018, elle confie que la société ATS-CI lui a laissé entendre qu'elle ne peut s'acquitter de sa dette en raison de ses difficultés financières ;

Poursuivant, la société BLE TRANSIT fait observer que sa créance qui n'est pas contestée par la société ATS-CI, est inscrite au grand livre des tiers ;

Elle sollicite par conséquent la condamnation de la société ATS-ci au paiement de la somme de 6.508.130 F/CFA au titre du reliquat de sa créance et la somme de 5.000.000 F/CFA à titre de dommages-intérêts pour le manque à gagner ;

La société ATS-CI n'a pas comparu, ni conclu ;

DES MOTIFS

En la forme

Sur le caractère de la décision

La société AST-CI ayant été assignée à son siège social, il convient de statuer contradictoirement ;

Sur le taux du ressort

Aux termes de l'article 10 de la loi n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « *les tribunaux de commerce statuent :*

- *En premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est indéterminé ;*
- *En premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs. » ;*
-

En l'espèce, l'intérêt du litige qui est de 11.508.130 F/CFA n'excédant pas la somme de 25.000.000 de francs CFA, il convient de statuer en premier et dernier ressort ;

Sur la recevabilité de l'action

La société BLE TRANSIT ayant introduit son action dans les forme et délai légaux, il convient de la déclarer recevable ;

Au fond

Sur la demande en paiement de la somme de 6.508.130 F/CFA au titre des frais exposés par la société BLE TRANSIT

La société BLE TRANSIT sollicite la condamnation de la société ATS-CI au paiement à son profit de la somme de 6.508.130 F/CFA au titre des frais exposés ;

Aux termes de l'article 1315 du code civil, « Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver. » ;

Il s'induit de cet article que la charge de la preuve incombe à celui qui réclame l'exécution d'une obligation ;

En l'espèce, il est constant que la société ATS-CI a

conclu avec la société BLE TRANSIT un contrat de prestation de service en vertu duquel la société BLE TRANSIT s'est engagée à importer à ses frais un conteneur pour le compte de la société ATS-CI ;

Il est non moins constant que société BLE TRANSIT produit au dossier la facture n°0000032 du 10 octobre 2018 contenant le détail des frais qu'elle a exposés ;

Il est également établi que la société ATS-CI a déchargé cette facture qui s'élève à la somme de 6.484.058 F/CFA sans réserve ;

Il s'ensuit que la société BLE TRANSIT est créancière de la société STA-CI de la somme de 6.484.058 F/CFA ;

Dès lors, il sied de condamner la société STA-CI à payer la somme de 6.484.058 F/CFA à la société BLE TRANSIT au titre des frais exposés ;

Sur la demande en paiement de la somme de 5.000.000
F/CFA à titre de dommages-intérêts

La société BLE TRANSIT sollicite la condamnation de la société ATS-CI au paiement de la somme de 5.000.000 F/CFA à titre de dommages-intérêts pour le manque à gagner ;

Cependant, la société BLE TRANSIT ne rapporte pas la preuve du préjudice alléguée notamment du manque à gagner qu'elle prétend subir conformément à l'article 1147 du code civil ;

Au surplus, l'article 1153 du code civil prescrit que :
« Dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages et intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts fixés par la loi, sauf les règles particulières au commerce et au cautionnement. » ;

Aux termes de cet article, le défaut de paiement d'une somme d'argent ne donne lieu qu'à des intérêts de droit dont le paiement n'a pas été réclamé en l'espèce ;

Il s'ensuit que la demande en paiement de dommages-intérêts doit être rejetée comme mal fondée ;

Sur les dépens

La société ATS-CI succombant, il convient de la condamner aux dépens de l'instance ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en premier et dernier ressort ;

Reçoit la société BLE TRANSIT en son action ;

L'y dit partiellement fondée ;

Condamne la société ACIMITRA TRADING SERVICES-CI dite ATS-CI à payer la somme de 6.484.058 F/CFA à la société BLE TRANSIT au titre des frais exposés ;

Déboute la société BLE TRANSIT de sa demande en paiement de dommages-intérêts ;

Condamne la société ACIMITRA TRADING SERVICES-CI dite ATS-CI aux dépens.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement, le jour, mois et an que dessus ;

Et ont signé le Président et le Greffier.

N° 00282804

D.F: 18.000 francs

ENREGISTRE AU PLATEAU

Le 11 AVR 2019
REGISTRE A.J. Vol. 45 F° 29
N° 596 Bord 2351 33

REÇU : Dix huit mille francs

Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre

[Signature]

[Signature]

[Signature]

RECEIVED
LE CHAT DE DONT
ME 50 : DIX
REGISTERED AT
11 JAN 2018
REGISTERED AT
0 8 12 00 10000